



En 2023, c'est en Normandie qu'on supprime le plus de postes d'enseignants

À la rentrée prochaine, 480 postes d'enseignants vont être supprimés sur le territoire national, dont un quart rien dans l'académie normande. Avec quelles conséquences ?



La rentrée 2023 s'annonce compliquée en Normandie avec les nombreuses suppressions de postes annoncées.

De toutes les académies de France, c'est celle de Normandie qui connaîtra le plus grand nombre de suppressions de postes d'enseignants dans les écoles à la rentrée 2023. On vous explique pourquoi.

Moins de jeunes Normands

La population de jeunes Normands chute : dans les cinquante prochaines années, la région pourrait perdre 220 000 jeunes de 3 à 18 ans. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) de Normandie, la "population scolarisable", c'est-à-dire les 3 - 18 ans, "était de 30 % en 1968, 20 % en 2018 et 15 % en

2070. Avec une perte probable de 93 000 jeunes dès 2030 si les tendances se poursuivent".

[Suppressions de postes en éducation prioritaire au Havre : les professeurs sont "désarmés"](#)

"C'est un défi pour le système éducatif. Le mouvement s'engage dès maintenant pour les 3-5 ans et les 6-10 ans. La baisse commence quant à elle réellement entre 2024 et 2025 pour les 11-14 ans. Si la Normandie fait partie des régions où cette baisse est la plus forte, la Seine-Maritime s'en tire un peu mieux : avec 67 900 élèves en moins (27 %), c'est la baisse la plus faible de tous les départements normands.

Prévisions versus projections

"On peut prévoir des baisses massives pour l'enseignement, mais nous ne sommes pas compétents pour la baisse des effectifs par classe. C'est le travail du ministère. Les rectorats n'utilisent pas nos projections. Eux font des prévisions à court terme, à la différence de nos projections à long terme", explique Philippe Scherrer, le directeur régional de l'Insee.

Les collèges, et dans une moindre mesure les écoles, du département vont conséquemment voir le nombre de leurs enseignants diminuer à la prochaine rentrée. Avec quelles conséquences dans les établissements ?

En février dernier, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale annonçait 79 ouvertures pour 104 fermetures de classes en maternelle et élémentaire. Des chiffres provisoires. "J'ai 993 écoles dans le département et on attend 2000 élèves de moins sur le département. On verra au mois de juin, en fonction du niveau d'inscriptions", explique Dominique Fis.

"Une opération blanche"

Ce sont ainsi 106 378 écoliers qui sont attendus à la rentrée 2023, contre 115 254 en 2016. "On a toujours quelques incertitudes sur l'arrivée des élèves. Mais il y aura un équilibre, ce sera une opération blanche à la rentrée", assure la Directrice académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) pour la Seine-Maritime.

Elle souligne qu'il n'y a pas que des fermetures sèches : "Il y a par exemple des fusions, qui regroupent maternelles et élémentaires et permettent d'augmenter le

temps de décharge des directeurs et de renforcer le pilotage pédagogique. Dans tous les cas, ce sont toujours des projets construits avec les mairies."

[École maternelle et élémentaire, classe ULIS... Un groupe scolaire va ouvrir dans les Hauts de Rouen](#)

Le maire de Rouen (Seine-Maritime) s'est pourtant ému de la fermeture de classes sur sa commune, dans les écoles Jean-Philippe-Rameau et Guy-de-Maupassant. "Une décision qui se place à contre-courant de la réussite éducative de nos enfants", a dénoncé Nicolas Mayer-Rossignol.

"Moi, je n'ai pas de chiffres sur la baisse des effectifs dans ces écoles. Je dénonce ces fermetures de classes sur ces territoires fragiles de la Cité Éducative", renchérit Florence Hérouin-Léautey, adjointe au maire de Rouen en charge des écoles, du périscolaire et de la petite enfance. La Dasen réplique :

Le maire de Rouen a médiatisé deux fermetures, mais il oublie de dire qu'il y aura quatre ouvertures, qui vont améliorer le taux d'encadrement ou faire baisser le nombre d'élèves par classe.

Dominique Fis - Directrice académique des services de l'Éducation nationale de la Seine-Maritime

Les 2000 classes des 109 collèges du département vont encore plus pâtir de la situation, avec 28 postes supprimés : "La préparation de rentrée n'est pas simple pour le second degré, pour lequel c'est plus compliqué depuis plusieurs années", reconnaît Dominique Fis.

"Le secondaire est moins prioritaire"

D'une part parce que "la baisse démographique qui impacte fortement la Normandie oblige à un rééquilibrage des moyens à l'échelle nationale entre le nord et le sud" et de l'autre parce que "le choix du ministère c'est de donner une priorité forte au 1er degré, sous-encadré. Le secondaire est moins prioritaire, c'est le choix de la nation depuis plusieurs années".

"Les suppressions de postes sont supérieures à la baisse des effectifs théoriques, c'est inadmissible. On supprime des heures et des postes sans avoir de visibilité sur le nombre de classes ! Les calculs de la Dasen sont incompréhensibles", dénonce le syndicaliste François-Xavier Durand.

"En Normandie, on paie le plus lourd tribut et on demande aux professeurs restants de compenser les départs avec de plus en plus d'heures supplémentaires et autres "compléments de service" : on a de plus en plus de collègues qui vont aller dans d'autres établissements pour cinq ou six heures seulement par semaine", explique le professeur encarté à la CGT Éduc'action 76.

"Un véritable plan social"

"C'est vrai qu'on a une baisse démographique, reconnaît Stéphane Fourrier. Mais ce n'est pas en rapport avec la baisse des effectifs des professeurs. Il serait possible, après des années de restrictions, de profiter de cette baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignements. Mais le rectorat a fait un choix autre".

"Ça pose de nombreuses difficultés dans les établissements : par exemple les effectifs par classe vont mécaniquement augmenter et les enseignements optionnels en pâtissent", regrette l'enseignant du SNES-FSU. Et tous de dénoncer "un véritable plan social à l'œuvre dans l'Éducation nationale".